

# AUX ÉTUDIANTS DE L'UJF

À la suite de l'enseignement secondaire, la grande majorité des universités françaises, étudiants et universitaires réunis, est lancée dans un mouvement de contestation contre la destruction de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche engagée par le gouvernement.

## VOICI QUELQUES EXPLICATIONS SUR CE MOUVEMENT

**UNIVERSITÉS EN GÉNÉRAL** : la baisse des budgets, la baisse du nombre de postes d'enseignants, de chercheurs, de personnels techniques et administratifs, une gestion comptable de la recherche et de l'enseignement, tout ceci va entraîner une baisse certaine de la qualité du service public d'éducation et de recherche.

**ENSEIGNANTS-CHERCHEURS** : le projet de réforme de leur statut remet en cause l'équilibre actuel entre enseignement et recherche ; sur la base du seul critère de la recherche, on introduit une conception « punitive » de l'enseignement, pour augmenter le nombre d'heures enseignées par chacun ; à moyens au mieux constants, la « modulation des services » projetée ne peut que dégrader la qualité de l'enseignement.

**CNRS** : cet organisme indépendant du pouvoir nous est envié dans le monde entier ; or sa disparition, ainsi qu'un pilotage politique serré de la recherche, sont programmés, alors que l'Histoire démontre que ce genre de pilotage est toujours désastreux.

**ÉTUDIANTS** : l'autonomie des universités annonce la fin des diplômes nationaux, la réduction de l'enseignement aux impératifs économiques et, sans aucun doute, un accroissement significatif des droits d'inscription. (En février dernier par exemple, le CA de l'université Paris-Dauphine a voté une augmentation moyenne de 800 € de ces droits, avant de devoir faire machine arrière.)

Le CAPES et l'Agrégation sont destinés à disparaître. La réforme permettrait de recruter, en complément des postes statutaires (notoirement insuffisants) un volant de plus en plus important d'enseignants précaires, puisés parmi les titulaires restant des masters enseignement. Parmi les conséquences, la perte du statut de fonctionnaire, la précarisation, la dépendance au pouvoir local et l'absence de salaire l'été.

**Le CEVU de l'UJF** ainsi que de nombreux conseils d'UFR, d'IUT et d'universités à travers toute la France ont voté leur opposition à cette déstructuration du service public d'enseignement et de recherche (consulter le site [sauvonsluniversite.com](http://sauvonsluniversite.com)).

**Plusieurs UFR de l'UJF** ont voté le principe d'une grève administrative, avec en particulier le **refus de donner les notes** des prochains examens à l'administration.

1. Les copies sont corrigées, les notes existent mais elles ne sont pour l'instant pas transmises à l'administration (elles pourront par exemple être remises ultérieurement de façon groupée au recteur, en présence de la presse).
2. **Cette action n'est évidemment pas dirigée contre les étudiants !** Nous visons à faire pression nationalement sur le gouvernement et à créer une dynamique globale de mobilisation.
3. Notre action implique pour les étudiants un décalage de calendrier administratif (le report des jurys) mais elle ne change pas le déroulement des cours du second semestre.
4. Les notes seront systématiquement communiquées oralement.

**NOUS APPELONS LES ÉTUDIANTS** à participer aux assemblées générales, aux manifestations et à la grève si un tel mouvement débute prochainement. En décembre dernier, **le ministre Darcos a été contraint par la mobilisation des lycéens et des enseignants à repousser sa réforme**. Pour l'université, rarement une telle attaque généralisée contre le service public d'enseignement et de recherche n'avait été menée. C'est le moment, il est temps de s'unir et de lutter ensemble, **PLUS TARD IL SERA TROP TARD !**